

Fin de fonction pour le wali de M'sila

Un limogeage aux allures électoralistes



Hadj Mokdad, le wali de M'sila limogé. © D. R.

Ces décisions, qui semblent répondre à des impératifs populistes plutôt qu'à des mesures réfléchies, prennent des allures d'une campagne électorale qui ne dit pas son nom.

C'est par le biais d'un communiqué diffusé mardi soir par la télévision publique, que la présidence de la République a annoncé le limogeage du wali de M'sila, Hadj Mokdad. Visiblement, le premier responsable de cette wilaya steppique paie sa gestion de l'affaire du défunt Ayache Mahdjoub, mort dans un puits artésien. Les éléments de la Protection civile n'ont pas réussi à sauver la vie du jeune homme. Le wali n'a pas su communiquer. Il a été vivement critiqué sur les réseaux sociaux. Il paie tout. Au-delà de l'acte de limoger un haut cadre de l'État, qui relève des prérogatives du président de la République, le timing choisi pour cette décision et la méthode laissent poser des questions sur l'efficacité d'une telle mesure. Le limogeage du wali de M'sila est donc présenté, par la présidence de la République, comme une sanction infligée à un responsable local qui aurait mal géré, à ses yeux, une crise qui a mis en émoi toute la nation, donnant ainsi l'impression d'être à l'écoute de la population. Ce n'est pas la première fois qu'Abdelaziz Bouteflika ou son entourage agissent de la sorte. Au mois d'août dernier, l'ancien wali de Blida avait été démis de ses fonctions en pleine polémique sur la propagation du choléra. Le responsable local avait suscité des critiques après son refus de s'approcher d'une femme atteinte de la maladie, à l'hôpital de Boufarik. Le geste avait fait le tour des réseaux sociaux suscitant la colère de la population. Et sans attendre, la présidence de la République publie un communiqué pour annoncer le renvoi du représentant de l'État dans cette wilaya. Des sanctions de walis avaient déjà été prononcées auparavant, mais les dirigeants ont toujours attendu des remaniements dans le

corps des responsables locaux pour mettre fin aux fonctions des responsables qui ont failli. C'est le cas, par exemple, de l'ancien wali de Béjaïa, d'un autre à Skikda ou de l'ancien responsable de Boumerdès. Abderrahmane Madani-Fouatif avait été écarté de ses fonctions à la suite d'une vidéo le montrant croiser le fer avec une dame qui demandait son droit d'avoir un logement décent. L'ancien wali de Skikda avait également payé pour des propos peu amènes concernant la famille révolutionnaire. Mais l'homme a été réhabilité lors du dernier remaniement intervenu au mois de novembre. Ces décisions, qui semblent répondre à des impératifs populistes plutôt qu'à des mesures réfléchies, prennent des allures d'une campagne électorale qui ne dit pas son nom. Car, si l'on considère que le désormais ex-wali de M'sila avait mal communiqué sur l'affaire "Ayache Mahdjoubi", à combien de ministres, de cadres supérieurs de l'État et d'autres dirigeants politiques n'a-t-on jamais demandé des comptes, malgré de graves dérapages. Des membres du gouvernement ont prononcé des énormités qui n'auraient jamais pu passer sous silence sous d'autres cieux, mais ils ont gardé leurs postes des années durant.

Il en est de même pour d'autres qui sont soupçonnés de corruption ou de mauvaise gestion. Mais s'en prendre à un ministre est peut-être moins rentable sur le plan médiatique qu'à un wali. Surtout si le nouveau pouvoir des réseaux sociaux l'a désigné à la vindicte !

Ali Boukhlef